



LA MOBILISATION AU CŒUR DU DEBAT PARLEMENTAIRE

**Le débat à
l'Assemblée
Nationale sur le
projet de loi
portant réforme du
ferroviaire s'est
ouvert cet après-
midi dans un
climat pesant.**

Depuis ce matin, le Gouvernement, par la voix du Secrétaire d'Etat aux Transports, tente plus que jamais de marginaliser, de caricaturer la juste mobilisation des cheminots, avec l'objectif de les opposer à l'opinion publique. En tenant des propos irresponsables envers les grévistes, en musclant les discours et les actes répressifs, ce Gouvernement, collé à la Direction de la SNCF, dévoile son véritable visage.

Inflexible quand il s'agit de répondre aux revendications des salariés (au contraire de celles des patrons), il a opté pour le report de la loi sur la famille à l'Assemblée Nationale, contentant ainsi tous les réactionnaires de droite et d'extrême droite de la « *manif pour tous* », pour passer en urgence et en force un projet de loi préparant l'éclatement du système ferroviaire et la casse du statut des cheminots et de leurs conditions sociales.

Malgré ces grandes manœuvres, la mobilisation se poursuit.

Il réinvente au passage la « *prime à la casse* » en remerciant les fédérations CFDT et UNSA de la SNCF d'offrir un chèque en blanc au patronat ferroviaire pour aboutir à une future Convention Collective Nationale abaissant les conditions sociales des cheminots (dernier paragraphe du point 4 de leur accord mal nommé de modernisation).

D'autres deals sont même en cours de travail entre la CFDT et la Direction de la SNCF. Dans une pétition nationale, la CFDT réclame en effet un agenda social alors qu'il est déjà prévu. Pendant ce temps, cette organisation et ses dirigeants continuent d'insulter, de salir les grévistes et les organisations syndicales qui mobilisent légitimement les cheminots pour une autre réforme.

La Direction SNCF est coresponsable de ces agissements intolérables.

Nous ne laisserons pas insulter les cheminotes et les cheminots autant que nous ne laisserons pas insulter par une CFDT qui est devenue une courroie de transmission du MEDEF et du Gouvernement pour les aider à détruire le contrat social en France, de la Sécurité Sociale, au droit du travail, en passant par les services publics. Le service public SNCF en fait partie.

De nombreux rassemblements ont été organisés, ce jour, partout en France pour que les cheminots dans l'action, à l'appel des fédérations CGT et SUD-Rail, fassent entendre leurs revendications pour une autre réforme du ferroviaire contribuant rapidement à améliorer le service public SNCF et les conditions sociales, de vie et de travail des cheminots.

Plus de 3 500 cheminots étaient rassemblés à proximité de l'Assemblée Nationale pour mettre sous pression les parlementaires, divisés sur le projet de loi.

Des initiatives sont prises dans certaines gares, par des citoyens, des comités d'usagers pour apporter le soutien de la population et des usagers aux cheminots.

Cela montre à quel point, les cheminots mobilisés avec les fédérations CGT et SUD-Rail ont raison de persévérer et de revendiquer une autre réforme pour le ferroviaire.

En ce moment historique, la vérité finira par éclater !

Comme nous l'a rappelé Gilles Savary, rapporteur socialiste à l'Assemblée Nationale sur le texte, le projet de loi n'a aucunement pour objet de trouver des solutions aux problèmes rencontrés au quotidien par les usagers. C'est en effet, un projet de loi de Gouvernance du système ferroviaire qui n'ambitionne ni d'en régler la dette, ni le financement, ni le fonctionnement global, ni lui donner les moyens d'être efficace. Il s'agit bel et bien de préparer le système ferroviaire et les cheminots, structurellement et socialement, à la généralisation de la concurrence ferroviaire, et ce, qu'importent les conséquences pour les cheminots, les usagers et l'environnement.

Ils ne pourront pas se cacher très longtemps derrière un projet de loi qui occasionnera rapidement des fermetures de lignes, de gares, de guichets, des transferts de circulations sur la route, des suppressions d'emplois, le blocage des salaires et une transformation de la rémunération des cheminots vers des éléments liés aux objectifs de productivité tels que l'intéressement, donc aux suppressions d'emplois, dégradation des conditions de travail...

Cette réforme, en l'état, ne fera donc que dégrader un peu plus le quotidien des cheminots, sans apporter d'améliorations aux conditions de transport des usagers, salariés, étudiants et lycéens, retraités et des marchandises.

La soutenir, en faire la promotion c'est se tirer une balle dans le pied. A la fin du siècle dernier se posait une question de société à la Shakespeare de la plus grande importance : Le train sera ou ne sera pas le moyen de transport du 21^{ème} siècle. Les souteneurs de la réforme Pépy/Cuvillier répondent NON !

Pour la CGT, l'intérêt général prime !

Les cheminots mobilisés depuis 8 jours ont décidé en conscience et en ambassadeur de l'intérêt général, sociétal, social et environnemental, de faire du train le moyen de transport d'aujourd'hui et de demain.

Avec la CGT, ils donnent leur voix pour redonner au service public SNCF de voyageurs et de marchandises toute sa place dans la réponse croissante des besoins de transport et l'indispensable urgence de rééquilibrer les modes de transport en faveur des modes ferroviaires et fluviaux, reconnus plus vertueux.

Cela se traduit aussi dans les revendications locales sur l'emploi, les conditions de travail, l'arrêt des réorganisations qui fragilisent le service public SNCF et dégrade les conditions de transport au quotidien.

La CGT appelle les cheminots à rester mobilisés afin de maintenir la pression sur le Gouvernement et les parlementaires, ainsi que de créer les conditions, d'interpeller partout, sur tous les sites les directions d'établissements à partir des cahiers revendicatifs locaux.

Depuis le début du conflit, près de 250 cheminots ont adhéré à la CGT. Soyons encore plus nombreux pour être plus forts encore dans l'action.